Cahier de doléances du Tiers État de Montigné (Mayenne)

Mémoire des plaintes et remontrances du Tiers état de la paroisse de Montigné.

La taille, avec la capitation, les accessoires et la corvée moment à cinq sols pour livre du produit des terres ; si on y ajoute l'impôt du sel et les autres droits perçus en notre paroisse, il est prouvé que nous payons plus du tiers de la valeur de nos productions.

1° Nous demandons qu'il soit procédé à une nouvelle répartition des tailles entre l'élection de Laval et les élections voisines qui en sont moins chargées.

2° Que les autres provinces contribuent également aux charges de l'état, en proportion de leur produit.

3° Que le Tiers état ne choisira ses députés que dans son ordre.

4° Que le clergé et la noblesse seront soumis à toutes les charges de l'état, au prorata de leurs propriétés, moyens et facultés, et surtout qu'ils ne pourront faire valoir de domaine sans payer des tailles qui retombent à la charge du tiers état et qu'ils soient compris aux mêmes rôles.

5° Qu'il ne soit jamais accordé au mérite et aux services rendus à l'état que des distinctions honorifiques et non pas des exemptions d'impôts.

6° Que la noblesse ne soit plus à l'avenir accordée à prix d'argent, et si elle est attachée à quelque office, que celui qui en sera revêtu puisse en jouir que tandis qu'il exercera la charité, ou tout au plus pendant sa vie.

7° La suppression totale de la gabelle comme l'impôt le plus désastreux qui existe dans le royaume. La suppression des droits de traites dans l'intérieur du royaume et les barrières reculées aux frontières.

9° L'abolition du droit de francs fiefs et, si on ne peut l'obtenir, qu'il soit converti en un droit annuel auquel tous les ordres de l'état contribueront.

10° Que les droits de contrôle et des aides soient expliqués plus clairement et que les ventes de meubles ne soient pas assujetties à des droits si considérables.

11° Les chefs de familles désireroient qu'à l'avenir les biens nobles fussent partagés également entre tous leurs enfans, sans aucun avantage pour l'aîné.

12° L'abolition de toutes bannalités de moulin, four et pressoir et de toutes corvées dues aux seigneurs.

13° Que toutes les redevances en grain ou en argent dues à l'église pussent être remboursées entre les mains du Roy qui en feroit raison au clergé.

14° Qu'il seroit ordonné aux seigneurs de contenir les bêtes fauves dans leurs parcs et qu'il seroit permis de les détruire lorsqu'elles sortiroient des bois pour ravager les campagnes.

15° L'abolition des droits de fuyes et de garenne et qu'il soit permis de détruire les lapins et les pigeons fuyards qui dévorent les grains.

16° Que l'obligation de tirer au sort pour la milice soit convertie en une redevance annuelle supportée par tous les garçons, sans en excepter les domestiques des ecclésiastiques et des nobles.

17° Qu'il soit ordonné à tous les décimateurs et bénéficiers de verser dans chaque paroisse où ils possèdent des biens des aumônes fixées en proportion de leurs revenus, pour que jointes à celles des M^{rs} les curés on put en former des bureaux de charité qui aboliroient la mendicité.

18° Que les tribunaux en dernier ressort, soient rapprochés des justiciables et que les formalités de justice

soient diminuées.

19° Que tiers état, ayant seul autant de voix aux États généraux que le clergé et la noblesse, les voix y soient comptés par tête et non par ordre.

20° Que désormais, il ne soit établi aucuns nouveaux impôts qu'en présence et du consentement des états généraux.

21° Qu'il y ait toujours un ministre du Tiers état qui puisse présenter au Roy les doléances de son ordre.

22° Que les frais de recette et de perception des impôts soient diminués et que cette économie soit employée au soulagement des contribuables.

23° Que la comptabilité des deniers royaux soit exactement suivie, que les ministres et tous ceux qui ont le maniement des finances ne soient jamais dispensés d'en rendre compte pour quelque cause que ce soit devant un tribunal ou des commissaires, dont la moitié des membres seroient du tiers état.

21° Il seroit à désirer qu'il n'y eut en France qu'une aulne, un poids et une mesure.

Fait et arrêté à l'assemblée de la paroisse de Montigné le dimanche premier mars mil sept cent quatre vingt neuf.

Par supplément ;

Nous demandons qu'il soit défendu aux fermiers du tabac de le faire vendre en poudre, attendu qu'il est gâté, mêlé de corps étrangers et nuisible à la santé.

Que les seigneurs soient obligés d'entretenir les ponts et les chemins de bourg à bourg dans l'étendue de leurs fiefs, ou de renoncer à leurs droits seigneuriaux.

Que messieurs les députés aux États généraux supplient Sa Majesté d'accorder au Maine des États provinciaux, qui tiendroient alternativement dans chaque ville de la province.